

COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

MERCREDI 21 JANVIER 1976

LIBAN : DANGER D'INTERVENTION IMPERIALISTE

Les événements se précipitent au Liban. La crise s'aggrave. Le premier ministre Rachid Karamé démissionne. La guerre civile loin de s'éteindre ne fait que s'élargir avec l'intervention de l'armée aux côtés des commandos d'extrême-droite contre les camps palestiniens.

Ceux-ci pour riposter sont obligés de faire intervenir leurs troupes en Syrie.

Mais une telle intervention risque aussi de faire entrer Israël dans le conflit et par conséquent la Syrie, pour protéger ses frontières.

Il est probable que pour en finir avec les troupes de la gauche, l'extrême-droite cherche à envenimer les choses au point que les Etats-Unis interviennent à leur tour comme ils l'ont déjà fait en 1958.

La situation est donc grosse de danger pour les combattants de gauche, pour les opprimés qui dans ses rangs tentent de se battre contre un monde où il n'y a que misère et injustice pour eux.

Ce n'est en effet pas un conflit religieux qui se déroule en ce moment au Liban comme on veut nous le faire croire.

Il se trouve que les classes dominantes bourgeoisie et petite-bourgeoisie aisée, sont en majorité de religion chrétienne. Mais c'est avant tout contre les possédants que se battent les milices de gauche.

Mais le drame c'est que leur direction s'appuie sur la confiance qu'elles lui font pour rechercher simplement un nouvel équilibre au sein de l'état libanais, entre chrétiens et musulmans.

La gauche, en limitant les perspectives de ceux qui se battent à cela, trahit par avance les espoirs qui sont placés en elle par les opprimés des autres pays du Moyen-Orient, privant ainsi les opprimés libanais de leur soutien. Et cela ne peut que permettre à ces états d'avoir les mains libres pour intervenir contre les combattants de gauche. Mais ceux-ci ont les armes à la main, et tiennent bon. Il sera difficile de les mettre au pas.

**

*

FORT-DE-FRANCE REMOUS AUTOUR D'UN ARTICLE DU MONDE.

A la suite d'un article du journal "Le Monde" daté du 3 janvier soulevant quelques scandales dans la société martiniquaise, un soulèvement s'est fait entendre chez les avocats. Ils auraient été diffamés, dit-on, dans cet article. En réalité, qu'a fait le rédacteur du "Monde" ? Il n'a fait que relater certains faits connus de tout le monde :

- l'intervention du préfet dans toutes les affaires de justice où un représentant du colonialisme pourrait être impliqué.
- la complaisance de la justice à l'égard des autorités colonialistes et des gros capitalistes.

- la fraude fiscale pratiquée par les gros patrons.

- le renvoi en France d'un procureur de la république suspect d'indépendance envers le pouvoir colonial.

Et pour cela, voilà les avocats "en grève", les communiqués qui pleuvent, les prises de position énergiques de la magistrature, les procès pour diffamation brandis.

Ces messieurs ne nous avaient pas habitués à une telle unanimité dans la protestation, lors de l'assassinat de Nouvet

par un garde-mobilité en Mai 74, ou lors de l'assassinat de ILMANY et MARIE-LOUISE pendant la grève de Février 74.

En réalité, "Le Monde" n'a dit qu'une petite partie de la vérité. Car, outre tout cela, la vérité à la Martinique ce sont les 100 000 chômeurs, ce sont les dizaines de milliers de travailleurs payés à un salaire de misère, ce sont les profits exorbitants des patrons, c'est la fraude électorale érigée en système permanent, c'est le racisme de ceux qui nous gouvernent.

Contre tout cela, ces messieurs n'ont pas ouvert la bouche. Au contraire, ils approuvent. Car ils sont du côté des riches, des puissants, et du pouvoir colonial.

Alors nous n'avons qu'à faire de leurs larmes hypocrites et de leurs protestations indignées, qui n'ont de raison d'être que parce qu'ils sont touchés dans leur bonne conscience.

ANGOLA : un conflit attisé par le jeu des grandes puissances

La guerre fait rage en Angola. L'ancienne colonie portugaise n'a pas retrouvé au départ des anciens colonisateurs l'indépendance que souhaitait sa population.

Car trois mouvements opposés se disputent la direction du pays et s'affrontent violemment dans ce but. Chacun d'eux :

- est soutenu par une des grandes puissances opposées du globe : le FLNA et l'UNITA sont soutenus par l'impérialisme américain, tandis que le MPLA reçoit un appui de l'URSS.

C'est le MPLA qui tient la capitale et a proclamé l'indépendance. Pendant un moment il a été en difficulté face à l'intervention de troupes sud-africaines aux côtés de l'UNITA. Mais le soutien de troupes cubaines présentes en ANGOLA et de l'URSS ont permis de reprendre l'offensive. Aujourd'hui on

GUADELOUPE : avant l'ouverture de la récolte, baisse sur la canne

Au cours de réunions organisées avec les gros propriétaires et les usiniers, les experts de la communauté économique européenne (CEE), ont annoncé que le prix du sucre resterait probablement stable au cours de la prochaine campagne sucrière.

Cette nouvelle signifie pour les petits planteurs en fait une baisse de leur niveau de vie en 1976, car cela veut dire que leurs cannes seront vendues au même prix ou moins chères que 75.

Pour les consoler les experts européens annoncent que la CEE est prête à aider les planteurs en leur versant des primes.

Si les gros usiniers peuvent toujours sortir gagnants de ces tractations en profitant de primes et d'aides de toutes sortes, il n'en est pas de même pour la grande

(Suite en page 2)

(Suite en page 2)

Guadeloupe

BAISSE sur la canne (suite)

majorité de petits planteurs.

Pour ceux-là, il n'est pas possible d'accepter que la tonne de canne leur soit payée au même prix, voire plus bas que l'an dernier. Ils ont en effet payé plus cher l'engrais, les plants, les transports de leurs cannes. Les prix de toutes les marchandises n'ont pas cessé de croître durant cette année.

Les petits planteurs ne pourront pas accepter de faire les frais des mouvements de prix sur le marché mondial du sucre. C'est l'affaire des capitalistes. Ce sont ces capitalistes du sucre qui contrôlent ce marché et l'organisent. C'est donc à eux de payer pour leur incurie et pour la spéculation qu'ils organisent sur le sucre.

Le seul point de vue qui doit intéresser les petits planteurs, c'est de vendre leurs cannes à un prix qui leur permette d'en tirer au moins de quoi vivre décemment.

* * * *

ANGOLA

(SUITE)

parle de la déroute des troupes du FNLA.

Le conflit qui se déroule en Angola s'explique en grande partie par le jeu politique qui oppose les deux grandes puissances du globe, URSS et USA. L'impérialisme américain ne tient pas à laisser pencher l'équilibre en faveur de l'URSS dans cette partie du monde.

L'issue du conflit dépend donc en grande partie de l'attitude des deux grandes puissances.

Pour l'instant il n'est pas question d'intervention directe des USA dans le conflit, car le Sénat américain s'y oppose.

Les grandes puissances cherchent donc à s'entendre pour trouver une solution qui ménage leurs intérêts réciproques.

Mais le peuple d'Angola a les armes en main et se bat. Il n'est pas dit qu'il acceptera de jouer simplement le rôle de pion dans une partie réglée par les grandes puissances.

MARTINIQUE

Nouvelle annulation des élections à Rivière-Salée

Pour la 2ème fois, on votera à Rivière-Salée pour désigner l'équipe municipale qui dirigera la commune. Rappelons qu'en 1971 Elisabeth l'avait emporté sur le maire sortant, St-Prix, un des ténors de l'UDR. L'élection fut cassée parce que Terrade-la-grenade, alors préfet, avait commis des irrégularités dans la convocation des élections. N'empêche, en 1973, St-Prix était de nouveau battu aux cantonales. Mais voilà, le Conseil d'Etat vient de casser les élections municipales de 1973. Le motif est pour le moins curieux quand l'on sait que les

élections furent contrôlées par une commission électorale choisie par l'administration colonialiste et dirigée par le responsable de la section UDR de Trinité, et que l'infraction constatée est celle-ci : des bulletins qui devraient être tous de couleurs différentes ne l'étaient pas (sur ordre du préfet), alors que maintenant les bulletins de vote doivent être tous de couleur blanche !

L'administration coloniale n'en est donc pas à une manipulation près de ses propres lois quand il s'agit de "faire" les élections pour un de ses larbins.

GUADELOUPE

LAMENTIN

LES CULTIVATEURS

VEULENT LEURS TERRES

Certains cultivateurs du Lamentin avaient, du temps où la SATEC existait, avancé de l'argent pour l'achat d'une parcelle de terre située à Bréfort Lamentin. En plus de la parcelle à cultiver, chacun devait recevoir un emplacement où bâtir. Cela se passait du temps de la municipalité Toribio. L'actuel maire a depuis vendu ces mêmes terres à la S.I.G. Les cultivateurs sont fort mécontents de cette décision du maire. Ils réclament que le lotissement qui leur était destiné leur soit restitué.

Jusqu'à présent le maire avait fait la sourde oreille à leurs réclamations. Mais maintenant que les intéressés possèdent des factures de la S.A.T.E.C. et sont bien prêts à lui demander des comptes, le maire sera bien obligé de leur remettre leurs terres. Sinon il risque fort d'avoir à affronter leur colère, car les cultivateurs pourraient bien lui rendre visite tous ensemble à son bureau, à la mairie.

* * * *

FORT-DE-FRANCE

QUAND LA PRÉFECTURE PART EN GUERRE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Les services fiscaux et de répression des fraudes, assistés de la gendarmerie, de la police et de la douane annoncent avec fierté le bilan de leur action : ainsi 85 procès-verbaux auraient été dressés en Martinique durant les neuf premiers mois de 75, pour "pratique des prix illicite", mais lorsqu'on regarde les prix exorbitants affichés par les grands capitalistes du commerce, on se dit que 85 c'est bien peu. Les dits services ont dû être victimes de curieuses crises de cécité pour n'avoir pas vu plus de cas que cela.

Cependant, on apprend que, outre ces 85 procès-verbaux, 211 affaires ont été réglées par "voie transactionnelle", ce qui en langage clair signifie qu'entre gens du même bord on sait s'arranger à l'amiable. Et il est certain que les capitalistes des grandes surfaces préfèrent payer quelques amendes, toujours douces il est vrai, plutôt que respecter la législation sur les prix : ils y perdent moins.

C'est aux travailleurs de prendre en main la lutte contre les hausses de prix. Il est possible d'exercer une surveillance sur ces prix et d'imposer une limite aux magasins qui font valser les étiquettes.

EXCUSES AUX LECTEURS

Pendant tout le dernier trimestre de 1975, et au cours du mois de janvier de cette année, la parution du supplément bi-hebdomadaire à Combat Ouvrier a été perturbée par des difficultés techniques. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

N'ayant pas les moyens de la grande presse, il est évident que notre bi-hebdomadaire qui sort sur un duplicateur est à la merci d'incidents techniques.

Par ailleurs la faiblesse en équipement de l'imprimerie en Guadeloupe nous interdit de pouvoir utiliser ce moyen com-

mercial pour faire sortir Combat Ouvrier.

Nous espérons donc pouvoir assurer malgré tous ces inconvénients la parution régulière de ce supplément bi-hebdomadaire et répondre ainsi à l'attente des nombreux lecteurs qui l'ont soutenu jusqu'ici.

Nous leur demandons donc de continuer à le faire, étant donné que de notre côté nous mettons tout en œuvre pour nous montrer dignes de leur confiance.

* * * *

LISEZ Combat Ouvrier (mensuel)

Au sommaire :

- Guadeloupe : Ouverture de la récolte
- Martinique : Les employés de commerce en lutte
- Djibouti : Les marionnettes du colonialisme.
- Le voyage de Chirac
- Espagne
- Liebknecht - Luxemburg et Lénine.

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : N° 51 728
Correspondant du journal : G. BEAUJOUR
B.P. 214 F.A.P.
B.P. 386 F.D.F.
René du journal : Pointe-à-Pitre
1er supplément au mensuel N°57